vinetur

La production agricole mondiale augmentera de 13 % d’ici 2035, selon la FAO et l’OCDE

Les agences prévoient que l’essentiel de la croissance viendra d’Asie, d’Afrique subsaharienne et d’Amérique latine, alors même que les émissions agricoles progresseront de 6,5 %

mercredi 1 juillet 2026



La production agricole et halieutique mondiale devrait augmenter de 13 % d'ici 2035, l'essentiel de cette croissance provenant d'Asie, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, selon les nouvelles Perspectives agricoles 2026-2035 publiées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le rapport indique que cette hausse découlerait principalement d'une productivité plus élevée et d'une production plus intensive dans des conditions stables. Il prévoit également une augmentation de 9 % du revenu agricole brut moyen mondial par travailleur au cours de la prochaine décennie, portée par ces gains de production et par des prix agricoles qui devraient rester globalement stables en termes réels.

Dans le même temps, la FAO et l'OCDE avertissent que l'expansion des terres cultivées et des troupeaux de bétail ferait progresser de 6,5 % les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture. Le rapport attribue 77 % de cette hausse à l'augmentation du cheptel et 23 % aux engrais de synthèse. Le changement attendu est lié en partie à l'évolution des régimes alimentaires dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où les consommateurs devraient acheter davantage de produits animaux à mesure que les revenus augmentent. Dans les pays plus pauvres, en particulier en Afrique subsaharienne, l'insécurité alimentaire et la faiblesse de la nutrition devraient rester plus marquées que dans les autres régions.

Les perspectives mettent en évidence un creusement des écarts de consommation à l'échelle mondiale. Dans les pays les plus riches, la surconsommation alimentaire devrait perdurer. En Asie du Sud-Est, la hausse de la population et une demande par habitant plus soutenue devraient faire de la région le moteur de 39 % de la croissance mondiale de la consommation d'ici 2035.

La FAO et l'OCDE ont indiqué que les prix internationaux des produits agricoles devraient rester proches de leurs niveaux actuels, voire en dessous, au cours de la prochaine décennie en termes réels. Cette prévision repose sur la poursuite des gains de productivité et sur des conditions météorologiques habituelles, qui contribueraient à réduire les coûts marginaux de production pour la plupart des produits de base. Mais les agences ont aussi souligné que des tendances de long terme stables n'excluent pas

de fortes fluctuations. Elles ont noté que les flambées de prix passées ont suivi des chocs pétroliers, des crises financières, des crises alimentaires, la pandémie et des conflits géopolitiques, y compris le conflit au Moyen-Orient en 2026.

Le rapport prévoit que les échanges entre régions excédentaires et déficitaires continueront de croître. L'Amérique latine devrait rester le premier exportateur agricole net mondial, tandis que l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie centrale continueront d'approvisionner les marchés internationaux. La demande d'importations devrait augmenter en Afrique subsaharienne, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Asie du Sud et du Sud-Est, à mesure que les populations augmentent, que les revenus progressent et que les régimes alimentaires évoluent.

Cela concerne aussi bien les producteurs de boissons que les entreprises alimentaires, car des approvisionnements stables en céréales, en cultures sucrières et en autres intrants agricoles peuvent influencer les coûts des brasseurs, des distillateurs et des producteurs de vin. Dans le même temps, toute perturbation des marchés de l'énergie, de l'utilisation des engrais ou des flux commerciaux pourrait encore se répercuter sur les prix des ingrédients et les marges dans l'ensemble des catégories de boissons.

Le rapport indique que la productivité agricole moyenne mondiale du travail, mesurée par le revenu agricole brut réel par travailleur, devrait atteindre 3 800 dollars par travailleur au cours de la prochaine décennie. Mais ce chiffre masque de fortes disparités régionales. Dans les pays à revenu élevé, la productivité agricole moyenne du travail était estimée à un peu plus de 21 100 dollars sur la période 2023-2025 et devrait atteindre 22 155 dollars d'ici 2035. La productivité par travailleur agricole la plus élevée reste concentrée en Amérique du Nord, en Europe occidentale et en Océanie, où les exploitations tendent à fonctionner sur de grandes surfaces avec relativement peu de main-d'œuvre et un niveau élevé de mécanisation.

La FAO et l'OCDE ont indiqué que de nombreux pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine, d'Europe de l'Est et de certaines parties de l'Asie centrale et orientale s'éloignent d'une agriculture intensive en main-d'œuvre au profit de systèmes plus orientés vers le marché et plus intensifs en capital. Sur la période de prévision, une mécanisation accrue devrait améliorer l'intensité d'utilisation des terres et rendre

les semis et les récoltes plus efficaces. Les agences ont estimé que ces gains pourraient aussi soutenir les revenus ruraux si les gouvernements améliorent l'accès aux intrants, aux infrastructures et aux services de commercialisation tout en réduisant les distorsions de marché.

Parmi les principales matières premières, la production mondiale de céréales devrait augmenter régulièrement pour atteindre un record de 3,22 milliards de tonnes métriques d'ici 2035. L'essentiel de cette croissance devrait provenir de gains de rendement de 0,9 % par an, tandis que les superficies céréalières n'augmenteraient que de 0,1 % par an, soit moins de la moitié du rythme observé au cours de la décennie précédente. Environ 40 % des céréales seront directement destinées à la consommation humaine et 34 % à l'alimentation animale. Le blé et le riz devraient rester principalement des cultures alimentaires, tandis que le maïs continuera d'être utilisé surtout comme céréale fourragère.

Pour les fabricants de boissons, les tendances céréalières sont particulièrement importantes, car l'orge, le maïs et le blé sont des matières premières essentielles à la production de bière et de spiritueux. Un marché où les prix des céréales resteraient globalement stables pourrait alléger une partie de la pression sur les coûts si les prévisions se confirment, même si la demande de l'alimentation animale et des biocarburants pourrait encore affecter la disponibilité dans certaines régions.

La demande mondiale de biocarburants devrait croître de 1,4 % par an au cours de la prochaine décennie, principalement sous l'effet du Brésil, de l'Inde et de l'Indonésie. La croissance dans la plupart des pays à revenu élevé devrait ralentir à mesure que les incitations publiques s'affaiblissent et que l'adoption des véhicules électriques s'accélère.

L'Afrique subsaharienne devrait représenter environ 16 % de l'augmentation de la valeur de la production agricole mondiale d'ici 2035, contre 11 % au cours de la décennie précédente. Malgré cela, une grande partie de la région devrait rester vulnérable à l'insécurité alimentaire et aux chocs extérieurs. La région Asie-Pacifique devrait générer 58 % de la croissance mondiale de la production agricole d'ici 2035, l'Inde à elle seule contribuant à 26 % de cette hausse. Une grande partie de cette

expansion devrait provenir d’une croissance rapide des troupeaux laitiers et d’une productivité plus élevée par animal.

Dans les pays à revenu élevé, la croissance de la consommation de viande devrait ralentir fortement, les consommateurs se tournant du bœuf vers la volaille en raison des prix élevés, des préoccupations sanitaires et de la pression environnementale. La production mondiale de la pêche et de l’aquaculture devrait augmenter de 11 % d’ici 2035. L’aquaculture continuera de porter cette croissance et devrait représenter 56 % de la production totale de poisson, contre 53 % actuellement. L’Asie devrait rester le principal moteur de l’offre et de la demande de produits de la mer, même si l’expansion ralentit en Chine, premier producteur mondial d’aquaculture.

Le rapport avertit à plusieurs reprises que ces projections dépendent d’une stabilité relative. Si les chocs se poursuivent au rythme observé ces dernières années, la FAO et l’OCDE estiment qu’il y a 25 % de chances que les revenus agricoles en 2035 soient inférieurs à ceux d’aujourd’hui. Les risques à court terme sont également importants. Si la hausse moyenne de 33 % des prix de l’énergie enregistrée au premier semestre 2026 se prolonge au second semestre de l’année, la production mondiale de céréales reculerait de 0,9 % en 2027, selon le rapport. Dans les pays à faible revenu, la baisse serait plus marquée, à 1,7 %.

Une telle pression frapperait les ménages les plus pauvres de plein fouet, par la baisse des revenus et la hausse des prix alimentaires, poussant de nombreux consommateurs vers des aliments moins chers tout en aggravant l’insécurité alimentaire. Les pays plus riches sont considérés comme mieux à même d’absorber ces chocs.

Mathias Cormann, secrétaire général de l’OCDE, a déclaré que les systèmes agroalimentaires sont sous tension et que les agriculteurs sont en première ligne face à la hausse des coûts de l’énergie et des engrais. Leur résilience, a-t-il dit, est essentielle à la sécurité alimentaire et dépend d’un meilleur soutien face aux chocs, d’investissements constants dans la productivité et de marchés mondiaux ouverts.

Qu Dongyu, directeur général de la FAO, a déclaré qu’une résilience plus forte signifie se préparer aux perturbations futures plutôt que de se contenter de surmonter les plus récentes. Il a appelé à investir dans des corridors commerciaux diversifiés, des réserves

régionales d’intrants agricoles clés, des infrastructures résilientes et un mix énergétique plus diversifié dans l’ensemble des systèmes agroalimentaires afin que des perturbations temporaires ne se transforment pas en crises de sécurité alimentaire.

La FAO et l’OCDE ont indiqué que la coopération multilatérale, des marchés ouverts et un commerce agricole fondé sur des règles restent essentiels pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale, favoriser des régimes alimentaires plus variés et contribuer à stabiliser les revenus agricoles dans la durée.